

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**



SARL au capital de 10 000 € inscrite
sur la liste nationale des commissaires aux comptes,
rattachée à la CRCC des Hauts-de-France

999, avenue de la République
59700 Marcq-en-Barœul
Tél / 03.20.82.10.94
contact@septentrionaudit.fr
www.septentrionaudit.fr

**Association des Centres Sociaux
De Wattrelos**

21 rue Louis Dornier

59150 Wattrelos

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31/12/2025

Aux adhérents,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **des Centres Sociaux de Wattrelos** relatifs à l'exercice clos le **31/12/2025**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport.

III. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels au § « Règles et méthodes comptables applicables ».

IV. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons apprécié le caractère raisonnable des estimations comptables retenues, la correcte prise en compte du principe de séparation des exercices en ce qui concerne les subventions, les adhésions, les participations.

Nous avons veillé, au titre de la première année d'application, au respect du nouveau règlement comptable, notamment au titre du reclassement des transferts de charges, des éléments exceptionnels, et des nouvelles informations devant figurer dans l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

V. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

VI. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VII. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 06/05/2026

SEPTENTRION AUDIT
I. DUPONT
Commissaire aux Comptes
Gérante Associée





BILAN AU 31/12/2025

ACTIF	Brut.	Amort. et provisions	Net au 31/12/2025	Net au 31/12/2024	PASSIF	Net au 31/12/2025	Net au 31/12/2024
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES	471 706,22 €	645 808,83 €
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					Fonds associatifs/legs et donations	4 829,78 €	4 829,78 €
Logiciels	6 969,76 €	6 969,76 €	0,00 €	1 089,22 €	Réserve de Trésorerie	270 834,33 €	270 834,33 €
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					Réserve d'investissement	136 848,34 €	136 848,34 €
Constructions	470 932,81 €	158 639,99 €	312 292,82 €	315 901,30 €	Autres réserves	98 050,96 €	98 050,96 €
Matériel d'activité	16 551,32 €	13 389,75 €	3 161,57 €	2 702,78 €	Report à nouveau	35 532,36 €	211 048,76 €
Aménagements - Agencements	73 742,84 €	45 144,43 €	28 598,41 €	35 896,84 €	Subventions d'investissement	85 303,84 €	99 713,06 €
Matériel de transport	118 151,04 €	109 972,77 €	8 178,27 €	20 653,59 €	Résultat de l'exercice	-159 693,39 €	-175 516,40 €
Matériel de bureau et informatique	85 448,13 €	70 826,15 €	14 621,98 €	16 848,23 €			
Mobilier	40 153,50 €	21 727,33 €	18 426,17 €	11 697,77 €	FONDS SOUS CONTRÔLE TIERS	99 061,57 €	69 995,41 €
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					Réserve de compensation ARS	78 109,10 €	78 109,10 €
Dépôts et cautionnements	8 343,80 €		8 343,80 €	8 343,80 €	Excédents aff. au finct. mesures exploitation	-8 113,69 €	0,00 €
Prêts	10 151,84 €		10 151,84 €	10 151,84 €	Résultat de l'exercice SSIAD	29 066,16 €	-8 113,69 €
TOTAL I	830 445,04 €	426 670,18 €	403 774,86 €	423 285,37 €	TOTAL I	570 767,79 €	715 804,24 €
ACTIF CIRCULANT					Provisions pour risques et charges	81 275,86 €	53 750,00 €
CREANCES					Provisions pour retraite	71 555,81 €	70 596,79 €
Subventions et produits à recevoir	595 255,63 €		595 255,63 €		Fonds dédiés	52 155,00 €	57 748,00 €
Charges constatées d'avance	764,40 €		764,40 €		TOTAL II	204 986,67 €	182 094,79 €
					DETTES		
					Emprunts et dettes financières assimilées	84 716,33 €	112 335,38 €
					Dettes fournisseurs & comptes rattachés	150 799,04 €	155 192,86 €
					Dettes fiscales & sociales	317 438,78 €	284 328,58 €
					Autres dettes	551 540,73 €	208 959,56 €
					Produits constatés d'avance	36 918,06 €	23 303,88 €
TOTAL II	1 513 392,54 €	0,00 €	1 513 392,54 €	1 258 733,92 €	TOTAL III	1 141 412,94 €	784 120,26 €
TOTAL GENERAL	2 343 837,58 €	426 670,18 €	1 917 167,40 €	1 682 019,29 €	TOTAL GENERAL	1 917 167,40 €	1 682 019,29 €

RESULTAT 2025



CODE		Année 2025	Année 2024	Variation N/ N-1
706100	Participation des Usagers	183 034,62 €	176 253,87 €	6 780,75 €
706231	CAF PS AGC	247 938,24 €	242 293,11 €	5 645,13 €
706232	CAF PS MAC	207 034,99 €	254 628,80 €	-47 593,81 €
706233	CAF PS ACM	113 288,83 €	99 366,64 €	13 922,19 €
706234	CAF PS ACF	82 950,30 €	81 061,38 €	1 888,92 €
706235	CAF PS CLAS	15 693,68 €	11 107,88 €	4 585,80 €
706236	CAF CTG	89 731,83 €	69 823,82 €	19 908,01 €
706237	CAF LAEP	3 926,00 €	3 119,70 €	806,30 €
708300	Locations diverses consenties	20 790,00 €	20 790,00 €	0,00 €
708400	Mise à disposition de personnel	5 278,84 €	0,00 €	5 278,84 €
708800	Produits des activités annexes	3 668,01 €	1 836,60 €	1 831,41 €
708801	Remboursement unification	16 999,94 €	11 322,28 €	5 677,66 €
708803	Produits siège	0,00 €	0,00 €	0,00 €
70	PRESTATIONS DE SERVICES	990 335,28 €	971 604,08 €	18 731,20 €
741100	Aides Etat contrats aidés/service civique	94 813,67 €	118 960,92 €	-24 147,25 €
741150	Etat politique de la ville	57 545,44 €	87 130,96 €	-29 585,52 €
741160	100% inclusion	0,00 €	82 337,00 €	-82 337,00 €
741250	Région	12 000,00 €	57 166,00 €	-45 166,00 €
741300	Département subvention animation globale	61 437,00 €	61 032,00 €	405,00 €
741320	Département - projet jeunesse	118 500,00 €	118 500,00 €	0,00 €
741330	Département - référent RSA	76 088,00 €	76 088,00 €	0,00 €
741360	Département divers	45 339,00 €	65 634,00 €	-20 295,00 €
741440	Commune subvention de fonctionnement	325 000,00 €	275 200,00 €	49 800,00 €
741440	Commune CTG	73 647,62 €	74 378,87 €	-731,25 €
741450	Commune politique de la ville	32 500,00 €	30 565,00 €	1 935,00 €
741510	CAF subvention de fonct + LEA	200 445,68 €	201 564,25 €	-1 118,57 €
741540	CAF sub except/Fonds publics et territoires/FNP	81 278,80 €	89 630,00 €	-8 351,20 €
741800	ARS SSIAD	716 550,41 €	680 286,02 €	36 264,39 €
741820	Autres subventions	40 851,80 €	13 547,10 €	27 304,70 €
741826	Europe FSE RSA Fedé CS AQAH	150 717,89 €	98 892,26 €	51 825,63 €
747000	Quote part des subventions d'investissement	14 409,22 €		14 409,22 €
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	2 101 124,53 €	2 130 912,38 €	-29 787,85 €
754000	Collectes et dons	279,00 €	500,00 €	-221,00 €
756000	Cotisations (adhésions)	2 604,00 €	2 702,00 €	-98,00 €
757000	Produits des cessions d'actifs	198,27 €	0,00 €	198,27 €
758000	Autres produits d'exploitation	20 086,47 €	22 246,84 €	-2 160,37 €
75	AUTRES PRODUITS COURANTS	23 167,74 €	25 448,84 €	-2 281,10 €
781500	Reprises sur provisions	8 750,00 €	67 653,00 €	-58 903,00 €
789000	Reprises sur engagements à réaliser	21 950,00 €	20 807,00 €	1 143,00 €
78	REPRISES SUR PROVISIONS ET ENGAGTS	30 700,00 €	88 460,00 €	-57 760,00 €
Total produits d'exploitation		3 145 327,55 €	3 216 425,30 €	-71 097,75 €
606110	Eau, gaz, Electricité, Chauffage	29 855,69 €	25 152,49 €	4 703,20 €
606130	Carburant, Essence	656,36 €	1 581,96 €	-925,60 €
606300	Petit équipement, petit outillage	22 917,43 €	18 180,25 €	4 737,18 €
606310	Fournitures d'activités	32 323,59 €	24 818,62 €	7 504,97 €
606311	Fournitures d'entretien/couches	10 536,66 €	10 487,62 €	49,04 €
606312	Pharmacie	1 090,78 €	3 066,26 €	-1 975,48 €
606400	Fournitures de bureau	5 643,70 €	5 928,01 €	-284,31 €
606810	Alimentations boissons	51 518,96 €	53 623,46 €	-2 104,50 €
60	ACHATS	154 543,17 €	142 838,67 €	11 704,50 €
611002	Sous traitance alimentation	20 857,70 €	18 916,90 €	1 940,80 €
611003	Actes infirmiers	129 723,97 €	135 057,72 €	-5 333,75 €

CODE		Année 2025	Année 2024	Variation N/ N-1
613200	Locations Immobilières	86 080,94 €	83 813,66 €	2 267,28 €
613400	Frais d'hébergement	27 942,61 €	34 035,50 €	-6 092,89 €
613500	Locations matériels/véhicules	2 589,74 €	2 648,59 €	-58,85 €
615200	Entretien et réparation immeubles	12 573,84 €	51 935,87 €	-39 362,03 €
615500	Entretien matériel et véhicules	3 529,39 €	3 549,40 €	-20,01 €
615600	Maintenance	30 155,20 €	21 286,98 €	8 868,22 €
616000	Prime d'assurances	27 333,24 €	26 567,23 €	766,01 €
618100	Documentation	752,24 €	369,41 €	382,83 €
618500	Frais de colloques et séminaires	10 840,47 €	0,00 €	10 840,47 €
618600	Formation des bénévoles - BAFA/BAFD	14 662,00 €	13 773,75 €	888,25 €
61	SERVICES EXTERIEURS	367 041,34 €	391 955,01 €	-24 913,67 €
621100	Personnel intérimaire et mise à disposition	119 102,98 €	68 542,50 €	50 560,48 €
622600	Honoraires	20 594,83 €	39 922,50 €	-19 327,67 €
623100	Publicité - publications - comm cv - divers	5 148,69 €	2 580,63 €	2 568,06 €
625100	Déplacements du personnel	31 716,90 €	33 482,59 €	-1 765,69 €
625600	Missions réceptions	11 843,51 €	12 528,80 €	-685,29 €
626000	Frais postaux	1 556,53 €	1 198,85 €	357,68 €
626300	Frais de télécommunications	20 575,69 €	23 647,06 €	-3 071,37 €
627100	Services bancaires et assimilés	9 144,97 €	8 035,55 €	1 109,42 €
628000	Frais de siège	0,00 €	0,00 €	0,00 €
628100	Cotisations	20 540,59 €	20 354,73 €	185,86 €
628200	Droits d'entrée	62 250,52 €	57 271,36 €	4 979,16 €
628210	Transport des activités	54 889,23 €	65 190,08 €	-10 300,85 €
628220	Sous-traitance animation	88 776,17 €	102 007,03 €	-13 230,86 €
628600	Formation des salariés	27 838,40 €	10 549,64 €	17 288,76 €
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	473 979,01 €	445 311,32 €	28 667,69 €
631100	Taxes sur salaires	89 125,83 €	95 471,85 €	-6 346,02 €
633300	Formation professionnelle	33 565,54 €	37 484,92 €	-3 919,38 €
635500	Autres taxes	11 328,00 €	6 200,00 €	5 128,00 €
63	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	134 019,37 €	139 156,77 €	-5 137,40 €
641100	Salaires et appointements bruts	1 518 819,92 €	1 668 563,56 €	-149 743,64 €
641200	Congés payés et charges sur congés payés	16 470,00 €	-4 522,00 €	20 992,00 €
645000	Charges sociales	431 832,16 €	455 903,02 €	-24 070,86 €
647000	Autres charges sociales	32 131,72 €	32 683,84 €	-552,12 €
649000	Remboursement des charges de personnel	-13 987,13 €	0,00 €	-13 987,13 €
64	CHARGES DE PERSONNEL	1 985 266,67 €	2 152 628,42 €	-167 361,75 €
657000	Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	0,00 €		0,00 €
657100	Subventions à reverser	34 749,24 €	23 756,63 €	10 992,61 €
658000	Autres charges	35 669,04 €		35 669,04 €
65	AUTRES CHARGES D EXPLOITATION	70 418,28 €	23 756,63 €	46 661,65 €
681100	Dotations aux amortissements	40 180,58 €	42 165,80 €	-1 985,22 €
681500	Dotations aux provisions	37 234,88 €	35 805,57 €	1 429,31 €
689000	Engagements à réaliser	16 357,00 €	32 748,00 €	-16 391,00 €
68	AMORTISSEMENTS - DOTATIONS	93 772,46 €	110 719,37 €	-16 946,91 €
Total charges d'exploitation		3 279 040,30 €	3 406 366,19 €	-127 325,89 €
Résultat d'exploitation		-133 712,75 €	-189 940,89 €	56 228,14 €
661600	Intérêts des emprunts	1 045,83 €	1 334,19 €	-288,36 €
761100	Produits financiers	4 131,35 €	3 679,10 €	452,25 €
Résultat financier		3 085,52 €	2 344,91 €	740,61 €
Résultat exceptionnel			3 965,89 €	-3 965,89 €
Résultat comptable		-130 627,23 €	-183 630,09 €	53 002,86 €

